

Retour sur l'histoire de la section économique du PCF

Catherine Mills

En cette année du centenaire du PCF, nous publions une version longue et augmentée d'un entretien réalisé par Thalia Denape pour le numéro de février 2020 de *Cause commune*.

Les débats et travaux de la section économique des années 1960-1970

Des débats et travaux importants ont contribué à un renouvellement fondateur de la pensée, de l'activité et des propositions de la section économique du PCF, dès les années 1960-1970. Alors que dans les années 1950, la section économique restait largement marquée par un marxisme dogmatique et étroit, proche de la théorie soviétique, qu'incarnait notamment Henri Claude. Si l'on connaissait un peu le Livre I du *Capital* de Karl Marx, notamment la théorie de la formation de la plus-value, de l'exploitation, on ignorait les autres livres du *Capital*. Par exemple, certains soutenaient la thèse de la « paupérisation absolue » qui considérait que les travailleurs s'appauvriraient inexorablement dans le capitalisme. Celui-ci était donc vu comme figé, ne pouvant se développer, alors qu'à l'époque, au contraire, le capitalisme a considérablement développé les forces productives et il a connu, après la Seconde guerre mondiale, une forte croissance malgré la montée des contradictions et l'entrée dans une nouvelle crise systémique dès le début des années 1970.

En 1956, éclate la bombe du rapport Khrouchtchev qui dénonce et révèle au grand jour les erreurs et crimes du stalinisme. À ce moment-là, un grand clivage s'opère au sein du Pcf, entre ceux qui adoptent la position de la direction du PCF d'alors, de méfiance vis-à-vis du rapport Khrouchtchev et ceux qui au contraire prennent très au sérieux ce rapport de ferme rejet du stalinisme. Ceux-ci seront exclus. La section économique est exsangue jusqu'à l'arrivée de nombreux jeunes chercheurs comme Paul Boccara en particulier, et bien d'autres qui cherchent à s'émanciper du dogmatisme et notamment de la théorie soviétique et auront l'appui de Waldeck Rochet, secrétaire du comité central du PCF.

L'histoire de la section économique du Pcf dans les années 1960-1970 est traversée par deux enjeux : le premier est la production d'une analyse théorique néomarxiste rigoureuse du capitalisme puis de sa crise systémique dès la fin des années 1960, le début des années 1970 ; le second est de construire une nouvelle politique économique marquée, après 1968 et le début des années 1970 par l'élaboration d'un programme de gouvernement pour changer de cap et changer la vie. Deux enjeux, à la fois articulés et spécifiques.

Dès le courant des années 1960 et plus encore des années 1970, un grand nombre de jeunes économistes adhèrent au PCF et vont participer aux travaux de la section économique, au moment où celle-ci connaît des grandes transformations qui contribueront à l'enrichissement de la théorie économique marxiste comme au projet du PCF. La nomination d'Henri Jourdain à la direction de la section économique, ancien dirigeant syndical de la fédération des métaux CGT, sera décisive il va encourager l'essor de la section économique avec l'appui de Waldeck Rochet.

Quel renouvellement de la recherche en économie à la section économique du PCF ?

Parmi les économistes qui ont marqué la section économique, l'élaboration de sa pensée économique et des principes d'une nouvelle politique économique, l'influence de Paul Boccara est déterminante. Ses premiers travaux à la section économique au début des années 1960 marquent son développement avec les enjeux de « dépassement du Capital – l'ouvrage de Marx – à la lumière du mouvement économique réel » (pour reprendre l'expression de Henri Jourdain dans son intervention à la fameuse réunion du comité central d'Argenteuil en 1966 [cf. dans la publication intégrale des interventions aux Éditions sociales en 2017, p.185-199]), en débat avec les

travaux, alors de L. Althusser, de R. Garaudy et de M. Godelier (ce dernier, membre de la section économique)

. C'est aussi l'arrivée de nombreux autres jeunes économistes à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

Les principaux travaux de Paul Boccarda, approfondis, développés, actualisés par ses disciples dont l'actuelle Commission économie, concernent d'abord l'histoire de la pensée économique, le retour à Marx et au marxisme (tout Marx), et pas seulement le livre 1 du *Capital*, réduit d'ailleurs à une vision étroite, mais aussi les autres livres avec notamment le livre 3 et le développement-dépassement de la théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital. Ce seront les travaux sur les phases du capitalisme et particulièrement la théorie du capitalisme monopoliste d'État, l'analyse de sa réalité dans ses divers aspects (internationalisation, monnaie, nouvelles couches salariées, nouvelles consommations collectives ou non marchandes, etc.), puis les travaux sur la crise dont les crises monétaires et financières, les cycles longs. Ce seront aussi les travaux sur la révolution informationnelle, la régulation. Ainsi autour de Paul Boccarda s'est créée l'école de la régulation systémique à partir de 1971. Ce sont aussi les travaux sur la théorie de l'État, la politique économique dont la monnaie et le crédit, les nouveaux critères de gestion des entreprises dès 1978-1981. Puis ce seront les travaux pour une sécurité d'emploi et de formation à partir de 1991-1996, ainsi que sur l'Europe et la mondialisation. Et enfin les travaux pour une nouvelle civilisation et sur l'anthropologie.

La section économique a été dirigée de 1972 à 1996 par Philippe Herzog, spécialiste de la politique économique puis de l'Europe. Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction publique de 1981 à 1984, a travaillé particulièrement sur l'État et les nationalisations. Tandis que Jean-Pierre Delilez, Daniel Debatisse puis Bernard Marx et Yves Dimicoli ont développé de nouveaux travaux sur l'Europe, ainsi que sur la conjoncture, notamment pour Bernard Marx et Yves Dimicoli, alors que Delilez pour sa part va publier sur l'État, et aussi les monopoles. Claude Quin, à la suite des travaux de Paul Boccarda sur la gestion, devenu président de la RATP, va mettre à l'épreuve des critères nouveaux de gestion dans l'entreprise publique. Patrice Grevet, membre de la section économique jusqu'en 1981, se spécialise sur la Sécurité sociale, la planification puis sur la gestion. Jean Magniadas suit de près les travaux sur le mouvement ouvrier et les luttes sociales. Catherine Mills, après avoir travaillé sur la politique économique et l'Europe, particulièrement l'Allemagne, ainsi que sur les questions monétaires européennes, se spécialise sur les questions de la Sécurité sociale. Christian Barrère élabore ses travaux sur la monnaie et les banques, puis sur la crise avec Gérard Kebedjian et Olivier Weinstein. Jean-Claude Delaunay va progressivement se spécialiser sur les services. Yves Dimicoli élabore des travaux fondateurs sur l'Europe et la mondialisation, la conjoncture mondiale.

Bien d'autres animaient ou coopéraient aux groupes de travail : politique industrielle, gestion, conjoncture, politique économique, monnaie, banques, crédit, Europe, État, Régulation, etc. Ces groupes

sont très actifs au moment de l'élaboration du programme du PCF puis du programme commun de gouvernement. Ils se sont perpétués, renouvelés et développés ensuite malgré les difficultés politiques à partir de 1978-1981.

Il convient de souligner le rôle central de la revue *Économie et Politique*, devenue aujourd'hui la seule revue marxiste d'économie politique, ainsi que la création de la revue *Issues* en 1978 : Cahiers de recherches de la revue *Économie et Politique*, visant à pousser les analyses théoriques.

Il va y avoir une grande attention portée à l'ensemble des auteurs de la pensée économique, aussi bien les marxistes que les classiques ou les hétérodoxes comme les keynésiens, etc. Ainsi s'affirme le devoir d'étudier les théories que l'on critique. Cette préoccupation était fondamentale lors de la création, autour de P. Boccarda, de l'École de la régulation systémique en 1971, qui s'appuie sur la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital et le rôle de l'État dans la régulation. Ces travaux permettent le développement-dépassement du Livre III du *Capital*, à partir notamment de la théorie du capitalisme monopoliste d'État (CME), nouvelle phase de développement du capitalisme puis de sa crise.

Ce qui caractérise la section économique devenue commission économique, c'est le lien entre théorie économique, politique économique et donc les propositions, ainsi que la politique elle-même, et surtout les luttes.

Comment se sont concrétisées ces nouvelles recherches dans les programmes du PCF ?

Dans les années 1970-1980, la position du PCF change (abandon de la dictature du prolétariat en 1976, prise de distance avec l'URSS, nécessité de l'union des forces de gauche sur un programme commun) en lien, d'ailleurs, avec les travaux et avancées réalisées dans la section économique.

En réalité, dès 1966, avec le document sur les convergences et divergences entre PS et PCF, la question de la marche vers l'union des forces de gauche autour d'un programme commun est posée, alors que la gauche est incapable après le mouvement de mai 1968 d'offrir une alternative crédible. Cependant, après la présidentielle de 1969 où Gaston Defferre pour le PS n'obtient que 5 % et Jacques Duclos pour le PCF 20 %, la question d'une union entre les forces de gauche autour d'un programme commun est posée fortement. Pour le PCF c'est le Manifeste de Champigny qui ouvre une perspective théorique et politique claire et enthousiasmante. Après 1968, la section économique s'est investie dans l'élaboration du programme du PCF puis du Programme commun signé en 1972 avec le Parti socialiste. La section économique avec de nombreux économistes est au travail, avec de nombreux groupes de travail. L'élaboration par le PS de son propre programme qui cherche alors un ancrage à gauche, est suivie de nombreuses discussions, critiques et propositions de notre part. Après une intense bataille et un travail énorme de notre part, les discussions s'engagent avec les responsables du PS autour du programme commun. Celui-ci est élaboré après de multiples retours

devant nos commissions de travail et d'intenses débats publics. Déjà le PCF insiste sur « l'union est un combat », sur le rôle décisif du mouvement populaire. J'ai vécu cette expérience en direct, avec tous les camarades économistes impliqués.

Avant la présidentielle de 1974, on avait élaboré diverses propositions de loi, notamment sur la nationalisation des banques et des grands groupes industriels. Les débats à ce moment-là au sein de la section économique concernent déjà des débats entre ceux qui focalisaient l'attention sur la participation au gouvernement et ceux qui avaient une ligne plus autogestionnaire. Après l'élaboration du Programme commun de gouvernement de la gauche, les économistes du PCF poursuivent l'articulation entre analyse théorique fondamentale et nouvelle politique économique capable de répondre aux enjeux de l'époque. La section économique ambitionne toujours de relier théorie économique, politique économique et politique, lien à l'actualité, aux luttes en lien avec les entreprises. Dès 1978 et surtout 1981, monte à partir des travaux de Paul Boccara, la nécessité d'une autre gestion des entreprises avec au centre l'intervention des travailleurs à partir de nouveaux critères de gestion des entreprises. Ce fut un ferment de développement considérable de la section économique comme de la revue *Économie et Politique*. Ce fut aussi un élément de tension avec la direction nationale du parti : d'abord durant notre participation au gouvernement Mauroy-Mitterrand, pour dépasser l'enfermement dans des nationalisations gérées de la même façon qu'auparavant. Et ensuite après notre départ du gouvernement en 1985 jusqu'au début des années 1990, où continuent à se développer des liens forts et étroits avec le mouvement syndical et les camarades des entreprises, mais où nous fumes amenés à dénoncer le véritable « cordon sanitaire » mis en place par la direction nationale du parti autour de la section économique. Enfin, ce fut aussi l'occasion de la visibilité de quelques travaux sur l'expérience des pays socialistes et de l'URSS, avec la notion de SRE (socialisme de rattrapage étatique autoritaire).

Les travaux sur l'Europe

Dès 1968-1971, il convient de souligner l'importance des travaux de la section économique sur les questions monétaires au plan européen et international. On citera les travaux de Jacques Kahn, comme ceux de Paul Boccara avec son importante brochure fin 1968 sur la crise monétaire internationale.

Ces travaux vont être développés, on peut citer les travaux de Debatisse et Delilez sur l'Europe, comme ceux de Philippe Herzog qui dirigeait alors la section économique, de Bernard Marx et d'Yves Dimicoli ainsi que de toute l'équipe d'*Économie et Politique*, qui vont enrichir à la fois notre critique de la construction européenne et notre travail pour une construction alternative.

Ces travaux seront précisés lors de la bataille contre le traité de Maastricht en 1992 et surtout contre le traité constitutionnel européen de 2005, notamment dans *Économie et Politique*, et plus récemment avec le livre de Frédéric Boccara, Yves Dimicoli et Denis Durand : *Une autre Europe contre l'austérité*, Le Temps des Cerises, 2014.

Quels liens la commission économie du PCF entretient-elle avec le marxisme aujourd'hui ?

Il s'agit, dans le sillon tracé par Paul Boccara, de développer et dépasser Marx, avec ce que Paul a appelé un néomarxisme, en lien avec l'évolution du capitalisme contemporain et sa crise. Ce sont ainsi les travaux sur la régulation, sur la gestion, sur les phases de la crise systémique, sur les institutions, etc. Les travaux de Paul, puis ceux des autres membres de la section économique devenue commission économie, marquent les avancées du marxisme vivant. Ainsi après 1996 et le départ de Philippe Herzog, pour raisons politiques, c'est Yves Dimicoli qui a pris la direction de la section et l'a, en relation avec Paul, Alain Morin, moi-même et bien d'autres, profondément renouvelée. Nos travaux se sont notamment développés sur la sécurité d'emploi et de formation, concept créé par Paul Boccara (*cf.* son livre de 2002) et nous avons assuré de multiples débats partout en France et à l'étranger.

Nos travaux ont été développés, actualisés et précisés au fur et à mesure des urgences théoriques, et de l'actualité politique économique et sociale comme sur la crise et les cycles longs, la monnaie et le crédit, la « révolution informationnelle », la gestion, la politique économique, une régulation nouvelle. Ce sont ensuite les travaux sur l'argent, le coût du capital, les débats pour une autre Europe et une autre mondialisation, puis les recherches sur la civilisation et sur l'anthropologie.

Toujours nous avons développé le lien avec la théorie, l'histoire de la pensée économique, le marxisme, avec notamment la théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital. Mais aussi le lien aux luttes, à l'actualité.

À partir des travaux de Paul de 1996-2002 sur la Sécurité d'emploi et de formation (SEF), nous avons poursuivi ces recherches qui deviennent un point crucial du projet de transformation de la société face à la crise du capitalisme contemporain qui s'exprime notamment par le chômage de masse. Le concept et les propositions liés à la SEF élaborés par Paul Boccara par analogie avec la Sécurité sociale, ces travaux seront poursuivis et développés par les économistes de la section économique et largement portés aujourd'hui dans nos textes de congrès. La proposition de loi déposée en 2017 à l'assemblée nationale par les députés communistes l'explique ainsi : « Chaque travailleur pourrait alterner, de sa sortie de formation initiale jusqu'à sa retraite, emplois stables et correctement rémunérés et formations permettant d'accéder à de nouveaux emplois, avec la garantie d'une continuité de revenus et de droits relevés ».

Quels sont les travaux en cours de la commission économique du Parti communiste français ?

À la fin des années 1990, la section économique devenue commission économique est marquée à la fois par de nouveaux départs d'origine politique (dont celui de Philippe Herzog) mais aussi par sa reconstruction. C'est notamment le rôle de Yves Dimicoli, avec l'aide de Paul Boccara, Catherine

Mills, Alain Morin ainsi que Denis Durand et Frédéric Boccara. Ces derniers travaillent aujourd'hui avec Yves Dimicoli et d'autres, sur la nouvelle crise mondiale de suraccumulation du capital qui explose actuellement. Cela a fait l'objet d'un grand évènement international sur les enjeux de la mondialisation (Europe, monde, dollar, financiarisation, biens communs, etc.) en février 2020.

Avec quels partenaires internationaux la commission économie s'entretient-elle pour débattre des questions économiques ? Comment ont évolué ses liens ?

Après des relations étroites avec les partis communistes d'alors, on assiste après l'effondrement des pays socialistes de l'Est, à un délitement de ces relations. La création du PGE avec divers partis communistes et radicaux ne comble pas l'insuffisance des relations avec les forces communistes et résolument à gauche. Nous entretenons néanmoins des relations avec d'autres marxistes ou hétérodoxes du monde, ainsi qu'avec des partis communistes ou proches. Nous travaillons aussi avec des économistes hétérodoxes et des marxistes du monde entier : Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Cuba, Équateur, Mexique, etc.). Nous échangeons avec des marxistes, des partis communistes et d'autres forces de transformations en Europe : Allemagne, Grèce, Italie, Espagne, Portugal. Ainsi qu'avec les forces liées aux mouvements sociaux formidables au Maghreb, notamment en Algérie et en Tunisie. Ainsi qu'en Asie, particulièrement en Inde ou en Chine dans de nombreuses universités. Dans le monde entier, en Afrique du Sud, etc. Nous avons participé à toutes les grandes initiatives des forums sociaux mondiaux avec d'autres forces alternatives. Ainsi qu'à bien d'autres colloques internationaux universitaires ou plus directement politiques, en Inde, en Afrique du Sud, en Chine, etc. Pour prendre un exemple, nous participons chaque année au colloque international organisé en Chine, l'Académie des sciences sociales de Beijing (le CASS, Chinese academy of social sciences).

Quels sont les travaux réalisés aujourd'hui par la commission économique

De nombreux travaux ont été réalisés récemment, notamment l'ouvrage *Les Retraites, un bras de fer avec le capital*, Delga 2020, coordonné par Frédéric Boccara, Denis Durand et Catherine Mills, avec la participation de nombreux auteurs, en appui sur le numéro spécial de la revue *Économie et Politique*. La commission économique cherche à se renouveler, à développer ses recherches et à s'enrichir de nouveaux membres, notamment des jeunes. Elle travaille à renforcer des liens et des échanges avec le mouvement syndical, comme avec les courants de pensée hétérodoxes, ainsi qu'avec les autres forces politiques de gauche et écologiques pour un rassemblement avec un contenu résolument à gauche et transformateur.

Comment a évolué la pensée économique à la section économique comme au sein du PCF

Celle-ci a beaucoup évolué, avec de considérables avancées mais elle doit être mieux maîtrisée par l'ensemble des camarades et des dirigeants et popularisée. Cela implique un rôle nouveau des formations des militants et des dirigeants. Il ne faut pas confondre la « pensée économique du PCF », nécessairement réduite en soi, et celle de la section économie. Très écoutée au moment du programme commun de la gauche malgré des difficultés avec les principaux dirigeants, elle va être contournée et combattue avec Robert Hue.

Depuis lors, ses travaux restent très insuffisamment utilisés dans et hors du PCF. Un certain scepticisme à l'égard du marxisme, une méfiance à l'égard de la théorie et des innovations marxistes. Malgré les grands efforts de formation des militants de base tant réclamés, une insuffisance de la formation théorique des dirigeants. Même si en fonction de l'actualité, on fait davantage appel à la Comeco, notamment aujourd'hui.

Pour l'actuelle commission économie, il s'agit de faire toujours le lien entre théorie, actualité politique, luttes et propositions. Nos travaux ont été considérablement renouvelés, notamment sur les firmes multinationales et les alternatives à la mondialisation libérale, la construction européenne actuelle et les alternatives ; l'écologie et les services publics ; la protection sociale notamment les retraites et la Santé ; la sécurité d'emploi et de formation ; la nécessité d'une nouvelle politique industrielle et de services ; un nouveau type de gestion des entreprises avec de nouveaux critères ; l'argent, la monnaie, la banque ; la bataille sur le coût du capital.

Comment la théorie économique de la commission économie aujourd'hui peut-elle nous aider à affronter la crise qui vient ?

Après les travaux de Paul Boccara et de la section économique sur la crise publiés en 1975 puis sur la nouvelle crise de 2008-2009, les travaux actuels portent sur la nouvelle crise ouverte par la crise sanitaire économique et sociale avec les apports Frédéric Boccara, Gisèle Cailloux, Yves Dimicoli, Denis Durand, Catherine Mills, Alain Tournebise, Frédéric Rauch. Tandis que de nombreux jeunes économistes, Fanny Chartier, Thalia Denape, Kevin Guillas-Cavan, Clément Roll, Tibor Sacey, etc. travaillent à éclairer et comprendre les différents aspects de la crise, crise d'efficacité du capital, transformation des gestions des entreprises et des systèmes de pouvoir, enjeux de protection sociale, droits des salariés, évolutions en Chine, etc. C'est notamment l'ouvrage qui portait particulièrement sur l'écrasement de la Grèce par les forces du libéralisme en Europe. Ce sont aussi les travaux pour une autre construction européenne, ainsi que sur la nouvelle crise mondiale de suraccumulation du capital qui vient et pour une autre mondialisation. Un gros travail multiforme est en cours sur la pédagogisation du corps d'avancées théoriques qui a été réalisé ■